

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BÉTONS GRANULATS SYLVESTRE

850 Chemin des Veginières
84 660 Maubec

Références :D-00388-2024/LRAR N°1A 204 774 9417 1
Code AIOT : 0 006 401 839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement BÉTONS GRANULATS SYLVESTRE implanté Le Canadel 84 570 Mormoiron. L'inspection a été annoncée le 29/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 16/05/2024 a pour objectif de vérifier les suites et engagement de l'exploitant suite à la visite d'inspection du 17/01/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BÉTONS GRANULATS SYLVESTRE
- Le Canadel 84 570 Mormoiron
- Code AIOT : 0 006 401 839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Béton Granulats Sylvestre est autorisée à exploiter une carrière de sable au lieu-dit le "Canadel" sur la commune de Mormoiron par arrêté préfectoral du 14 décembre 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 14.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	prochaine campagne d'extraction
6	zones de protection/accès	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, articles 7.6 et 6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.5	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 10.1	Sans objet
4	Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 16	Sans objet
5	Directeur technique-consignes-prévention-formation	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 4	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur a constaté 2 non conformités au cours de la visite, relatives au non respect de la fréquence des mesures de bruit et à la limitation des accès. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à M. le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.5
Thème-s : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée :
[...] La pente maximale des talus résiduels ne devra pas excéder 45 %. [...]

Constats :

Constat le 17/01/2022 : il a été constaté le 17/01/2022 qu'un talus de la zone en cours d'exploitation présentait d'importantes traces de ravinements et semblait ne plus respecter la pente maximale de 45°. Ainsi, le rapport DREAL du 31/01/2022 relatif à la visite d'inspection du 17/01/2022 précisait que l'exploitant devait reprendre les talus résiduels au cours de la prochaine campagne d'extraction sur site, afin de leur redonner une pente inférieure ou égale à 45°. Il devait également s'assurer périodiquement du respect de cette disposition, notamment à la suite d'épisodes pluvieux importants.

Constat le 16/05/2024 : par courriel du 30 mai 2022, l'exploitant a communiqué des photographies des fronts remis en conformité. Par ailleurs, la visite d'inspection du 16 mai 2024, précédée d'une pluie intense, a permis de constater que les talus situés dans la zone en cours d'extraction ne présentent pas de manière significative des traces de ravinement. Les pentes observées à plusieurs endroits semblent être inférieures ou égale à 45°.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la nature du gisement (sable) l'exploitant devra s'assurer régulièrement que les talus résiduels conservent une pente inférieure ou égale à 45°.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 10.1

Thème-s : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés en dehors de la carrière, à l'exception de la pelle hydraulique servant à l'extraction dont le ravitaillement en carburant pourra se faire sur place sous réserve de la mise en place, lors de chaque opération de remplissage, d'une aire de rétention mobile étanche pouvant recueillir au moins 100 litres de carburant. Cette opération devra être réalisée sur une partie de sol plan, et l'opérateur devra disposer en permanence d'un kit anti-pollution.

Constats :

Constat le 17/01/2022 : À la suite de l'inspection du 29 octobre 2015, un écart avait été relevé concernant le respect des dispositions relatives au ravitaillement des engins (écart n°3). En réponse, l'exploitant avait indiqué que :

- un protocole de ravitaillement des engins serait mis en place et un système de rétention acheté d'ici juin 2016 ;
- un porté à connaissance (PAC), relatif aux modalités de ravitaillement du chargeur et des installations mobiles, serait adressé d'ici juin 2016. Lors de l'inspection, il a été constaté que :
- le PAC précité a bien été transmis par courrier du 11 mars 2016 ;
- le protocole de ravitaillement des engins n'a pas pu être présenté ;
- aucun engin n'était présent sur site.

Lors de l'inspection du 17/01/2022, il a été constaté que :

- le PAC précité a bien été transmis par courrier du 11 mars 2016 ;
- le protocole de ravitaillement des engins n'a pas pu être présenté ;
- aucun engin n'était présent sur site.

Ainsi, le rapport DREAL du 31/01/2022 :

- indiquait que les dispositions prévues dans le PAC du 11 mars 2016 précité n'appelaient pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées ;
- toutefois, afin de solder l'écart relevé le 29 octobre 2015, l'exploitant devait transmettre, sous 1 mois, le nouveau protocole mis en place pour le ravitaillement des engins et le justificatif d'achat du système de rétention.

Constat le 16/05/2024 : la visite d'inspection du 16 mai 2024 a permis de constater que l'exploitant a produit par courriel du 21/02/2022 le protocole de ravitaillement. Ce document comporte le champ d'application et les consignes à respecter en cas de pollution. Il a produit par courriel du 21/02/2022 la facture N° 17006693 du 27/07/2017 portant sur l'achat de kjts de 10 L (3) , Bac souple (1) , coffret (1)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 14.1

Thème-s : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé au plus après le début de l'exploitation puis renouvelé annuellement.

Constats :

Constat le 17/01/2022 : À l'issue de l'inspection du 29 octobre 2015, il avait été relevé que l'exploitant n'avait pu justifier de la réalisation des mesures des niveaux sonores dans les trois mois suivants la mise en exploitation (écart n°4). En réponse, l'exploitant s'était engagé à réaliser des mesures au cours de la prochaine campagne d'extraction en mai 2016. Le jour de l'inspection, il a été constaté que la dernière mesure des niveaux sonores a été réalisée le 24 mai 2016 (résultats conformes). Toutefois, aucune mesure n'a été réalisée depuis. L'exploitant ne réalise donc pas un contrôle annuel des émissions sonores. Ainsi, le rapport DREAL du 31/01/2022 demandait qu'une campagne de mesure des niveaux sonores soit être réalisée lors des prochaines opérations d'extraction et qu'un rapport soit adressé à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation de ces mesures.

Constat le 16/05/2024 : la visite d'inspection du 16 mai 2024 a permis de constater que l'exploitant a procédé à une mesure des émissions sonores le 23 mai 2022. Le rapport a été transmis par courriel du 30 mai 2022 à l'inspection des installations classées.

La localisation des points de mesures est la suivante :

- Point 1 : Limite et Émergence au Nord du site.
- Point 2 : Limite et Émergence à l'Est du site (au niveau de l'entrée).
- Point 3 : Limite et Émergence au Sud du site.

Le jour de la mesure, l'activité de la carrière était la suivante :

- *Activité d'extraction (1 pelle).*
- *Chargement des camions (1 chargeur).*

Le résultat des mesures d'émergences sont les suivantes :

Point de Mesure	Période	Heures	Leq dBA	L ₅₀ dBA	Marche Installation (M/A)	Émergence	Seuil réglementaire	Conformité
1	Diurne	15h35	36,2	33,5	M	4,9	6	Conforme
		16h32	31,3	28,3	A			
2	Diurne	11h28	43,3	34,7	M	2,8	6	Conforme
		12h00	39,9	31,9	A			
3	Diurne	11h16	45,6	29,8	M	0	5	Conforme
		12h00	39,9	32,2	A			

Les résultats en limite de site sont les suivants :

Point de mesure	Période	Leq dBA	Heure	Marche Installation (M/A)	Seuil réglementaire à ne pas dépasser (dBA)	Conformité
1	Diurne	36,2	15h35	M	70 dBA	Conforme
2		43,3	11h28	M		Conforme
3		45,6	11h16	M		Conforme

Les valeurs enregistrées sont conformes à la réglementation en vigueur. L'exploitant explique que le site fonctionne par campagne et que l'extraction a pris du retard.

Le rapport annuel au titre de l'année 2023 précise que les matériaux extraits ont été traités sur le site de Pernes-Les-Fontaines. Toutefois, il n'y a pas eu de mesures d'émissions sonores en 2023. Une prochaine campagne d'extraction doit avoir lieu en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une campagne de mesure des niveaux sonores devra être réalisée lors des prochaines opérations d'extraction. Un rapport sera adressé à Monsieur Le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées dès la réalisation du rapport émis par le bureau d'études chargé de cette prestation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : dès réception du rapport émis par le bureau d'études à l'issue de la prochaine campagne d'extraction

N° 4 : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 16

Thème-s : Risques chroniques, Commission de suivi

Prescription contrôlée :

Cette commission se réunira au plus tard six mois après la mise en service des installations, puis tous les trois ans ou sur demande motivée de l'un des participants.

<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 17/01/2022</u> : Aucun comité de suivi ne s'est réuni depuis la délivrance du dernier arrêté d'autorisation. Ainsi, le rapport DREAL du 31/01/2022 demandait à l'exploitant d'organiser un comité de suivi dans les meilleurs délais, à l'issue des restrictions sanitaires.</p> <p><u>Constat le 16/05/2024</u> : L'exploitant a indiqué par courriel du 03/05/2024 la tenue d'une commission de suivi pour le 25/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Directeur technique-consignes-prévention-formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 4</p>
<p>Thème-s : Risques chroniques, Directeur technique-consignes-prévention-formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, et la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition des inspecteurs de la DREAL.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 17/01/2022</u> : À l'issue de l'inspection du 29 octobre 2015, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pu justifier de la réalisation du bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement (écart n°1). En réponse, l'exploitant s'était engagé à mettre à jour la partie correspondante de son rapport annuel d'activité. Le rapport annuel pour l'exercice 2020, transmis en mars 2021, présente bien les actions menées dans le domaine de la sécurité. Toutefois, aucune action de formation n'est mentionnée dans le domaine de la protection de l'environnement (par exemple, sur l'application du protocole relatif au ravitaillement des engins). Ainsi, le rapport DREAL du 31/01/2022 demandait à l'exploitant de présenter les actions menées dans le domaine de la protection de l'environnement, dans le cadre de son prochain rapport annuel d'activité.</p> <p><u>Constat le 16/05/2024</u> : Par courriel du 02/05/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport annuel pour l'exercice 2023. Celui-ci mentionne dans son paragraphe 12.8 que le personnel a pris connaissance de l'application du protocole de ravitaillement des engins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.6 et 6.3
Thème-s : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection-access
Prescription contrôlée : <u>Article 6.3 :</u> L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activités et interdit en dehors de ces heures. [...] <u>Article 7.6 :</u> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace, et le danger est signalé par des pancartes. Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale du périmètre d'exploitation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.
Constats La visite du 16 mai 2024 a permis de constater par sondage que le site est clôturé. Il dispose d'un portail équipé d'un dispositif de verrouillage. Un panneau est visible à l'entrée, il précise le siège social, l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Un deuxième panneau avec la mention : « accès et décharge interdite » ainsi que la référence à l'arrêté préfectoral. La voie de circulation centrale dispose d'un panneau avec la mention : « danger pente 10 % », « utiliser le frein moteur 20 Km ». Sur une voie périphérique, il est constaté un panneau avec la mention « utiliser le frein moteur » Néanmoins, la présence d'un seul panneau avec la mention danger a pu être constatée au niveau des clôtures. L'exploitant a fait savoir que des tiers pratiquent une activité récréative de type moto cross à l'intérieur du site sans y être autorisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit dans un délai d'un mois compléter le panneauage avec les mentions idoines. Ces panneaux doivent être implantés de manière visible et régulière, sur l'ensemble du périmètre du site. L'inspection rappelle également à l'exploitant qu'il est tenu d'assurer un suivi régulier des dispositifs de limitation des accès. En outre, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, à réception du présent rapport, un registre de suivi des clôtures et panneaux, afin d'assurer la traçabilité des contrôles et réparations effectués. L'exploitant transmettra le descriptif assorti des justificatifs à Monsieur Le Préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées dans le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 13
Thème-s : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
Constats : <u>Constat le 17/01/2022</u> : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets métalliques en bordure de la zone en cours d'exploitation. Ces déchets devront être évacués sous un mois. <u>Constat le 16/05/2024</u> : Par courriel du 30/05/2022, l'exploitant a transmis la photo des déchets retirés. Il a produit la facture d'élimination d'un prestataire du 31/05/2022. Par ailleurs, la visite d'inspection du 16 mai 2024 a permis de constater l'absence de déchets métalliques.
Type de suites proposées : Sans suite